

CAMPAGNE PRÉÉLECTORALE

La scène politique s'anime...déjà !

Depuis le 3 août 2005, les activités des partis politiques semblent tourner au ralenti. La nouvelle donne sur le plan politique y est pour beaucoup. Pourtant, derrière cet immobilisme virtuel, se cache un bouillonnement qui en dit long sur les enjeux qui pèsent sur l'avenir du pays. Dans les coulisses, la campagne électorale bat déjà son plein.

Le changement de régime survenu le 3 août définit à sensiblement modifié la bipolarité au sein du paysage politique national. Cet aspect déterminant dans la scène politique, s'est toujours manifesté par des rapports de force fondés sur le schéma classique opposition-majorité présidentielle.

Aujourd'hui, la recomposition du paysage s'impose par la logique née des engagements formulés par le Conseil militaire pour la justice et la démocratie (C.M.J.D) et des actions déjà initiées dans ce sens. Même si de manière générale, tout le monde semble partager les décisions du CMJD, il reste que la nouvelle donne introduite par l'immixtion des militaires dans le champ politique, a mis à nu les profondes divergences sur le plan idéologiques et stratégiques qui séparent les acteurs de la scène nationale.

En réalité, ces derniers marquent déjà leur territoire sur l'échiquier politique dans la perspective des futures échéances électorales. Cette situation a engendré un manque de vigilance de la part des différents acteurs par rapport à d'autres aspects de la politique menée par l'équipe au pouvoir. Cela s'est traduit par l'éclatement des anciennes coalitions (ex-opposition et majorité présidentielle) et l'absence de concertation sur une stratégie commune durant la phase transitoire. Toute chose qui trahit les intentions des uns et des autres, et laisse l'initiative sous la seule responsabilité du gouvernement et de la junte militaire au pouvoir.

Pré-campagne

Certains partis politiques ont déjà entamé une campagne qui ne dit pas son nom. C'est ainsi que le **Rassemblement des forces démocratiques (Rfd)**, véritable mouche du coche du régime déchu, multiplie les contacts et enregistre des adhésions tout azimut, à telle enseigne que certaines langues fertiles en font déjà le chouchou du CMJD. On mur-

mure que son leader, Ahmed Ould Daddah, serait consulté en douce par la junte au pouvoir sur toutes les grandes questions de l'heure. Ce qui, du point de vue des auteurs de ces rumeurs, expliquerait son soutien inconditionnel à toutes les décisions prises par l'actuelle équipe dirigeante. Le dernier en date de ses allégeances, serait son «émotion profonde» devant le discours du Premier ministre, à l'occasion du point de presse animé par ce dernier vers la fin du mois de septembre passé.

On se rappelle qu'au lendemain du coup d'État du 3 août 2005, le Rfd a été l'un des premiers partis politiques à organiser un meeting à Teyarett pour expliquer aux militants la position du parti par rapport au changement. Dans la foulée, il exprimait son soutien au CMJD. À l'occasion de ce rassemblement, certaines grandes figures du Prds ont été aperçues à la tribune officielle, en tant que «simples invités»...

De son côté, l'**Alliance populaire progressiste (App)** met les bouchées doubles pour engranger des voix en multipliant les meetings. Après celui de Nouakchott au lendemain du putsch, son principal leader, Messaoud Ould Boulkheir sillonne le nord du pays, allant d'un rassemblement populaire à un autre. Ce haratine que ses adversaires qualifient de teigneux est devenu, depuis le 3 août 2005, très prodigue en superlatifs vis-à-vis des militaires du CMJD.

Par ailleurs, des rumeurs circulant sous les turbans, font état de contacts informels entre Ahmed Daddah et Messaoud Ould Boulkheir. L'objectif serait de coordonner les actions lors des futures élections. Une telle alternative, si elle est vérifiée, montre qu'on est déjà en pleine campagne préélectorale et que, pour conjurer les vieux démons, on croise déjà les doigts...

De son côté, le **Front populaire (FP)** continue son bonhomme de chemin. Déjà, lors de la première rencontre entre chefs de

partis politiques et le président du CMJD, Chbih Cheikh Melanine n'a pas fait mystère sur ses intentions de briguer le fauteuil présidentiel. Toujours égal à lui-même, le président du FP multiplie les critiques et objections par rapport au travail des Commissions interministérielles. Sur un air de campagne, le leader du Front Populaire reprend ses traditionnelles propositions à propos de la suppression du Sénat, de l'institution de la proportionnelle, de l'augmentation du nombre de députés... Dans cette atmosphère de bœuf oui-oui qui semble avoir anesthésié ses compères, son discours tranche radicalement, étant la scène d'idées novatrices.

L'**Union des forces de progrès (UFP)** a observé quant à elle une certaine réserve dès le début. Ce parti a affirmé son soutien aux décisions du CMJD. Il a cependant appelé à la vigilance et à la concertation entre partis politiques sur la gestion de la phase actuelle, même si cette position a toujours été incomprise. Néanmoins, ce parti compte participer à toutes les élections. Le travail qu'il mène actuellement se situe essentiellement au niveau de la base, mettant la priorité sur le resserrement des rangs et la mobilisation de l'ensemble de ses militants en perspective des rendez-vous électoraux à venir. De l'avis de certains cadres, ce parti cherche d'abord à investir les structures de l'État, ensuite sensibiliser les populations sur les vrais enjeux de l'heure. Selon les résultats obtenus avec cette méthode, il pourra alors jauger son véritable poids politique. Pour cette formation qui se réclame du centre gauche, «l'essentiel ce n'est pas la prise du pouvoir, mais la sensibilisation et l'encadrement des populations...» La prise du pouvoir dans des conditions non réfléchies pousse, selon eux, les responsables à reproduire les mêmes erreurs que celles reprochées aux autres. Question de niveau de prise de conscience.

De l'autre côté...

Du côté de l'ex-majorité présidentielle, la même logique se dessine. Restés longtemps sous l'ombre de l'ex-parti au pouvoir, la réaction face au coup d'État a fait apparaître de profondes divergences entre ces formations. Les perspectives électorales ayant aiguisé les appétits, la sainte coalition a volé en éclat.

Le premier à avoir rompu les rangs, c'est **l'Union pour la démocratie et le progrès (Udp)**. Après avoir condamné le coup du 3 août, le parti de Naha Mint Mouknass s'est ressaisi pour soutenir officiellement, à l'occasion d'un meeting organisé à Nouakchott, son soutien aux auteurs du coup d'État. Certains observateurs croient avoir décelé dans son attitude belleuse vis-à-vis de ses anciens partenaires, une volonté de s'imposer sur l'échiquier politique et de se libérer de la tutelle. Elle reste persuadée que son parti dispose d'une bonne assise populaire. Scepticisme de rigueur.

Le **Rassemblement pour la démocratie et l'unité (RDU)** a accueilli comme il se doit le changement survenu à la tête de l'État en observant toutefois une réserve prudente. On prête à son président, Ahmed Ould Sidi Baba, vieux routard de la politique, l'intention de reprendre au Prds sa branche tribale. Une stratégie électorale fort habile qui consiste à opérer par cercles concentriques, afin d'enregistrer les adhésions qui feront le «Rassemblement». Instinct de conservation.

Le **Parti républicain démocratique et social (Prds)**, s'est replié pour sa part sur lui-même et prépare avec minutie son futur congrès prévu les 19, 20 et 21 octobre 2005. Il sait doré et déjà qu'il a tout à perdre et tient à conserver ses avantages. Un objectif qui demande une véritable cure morale, d'où l'intérêt des journées de réflexion initiées au mois de septembre dernier. Si l'entente semble affichée, il est certain que le Prds perd du terrain

et ses dirigeants ne sont pas dupés. La campagne actuelle menée au niveau des militants de base à Nouakchott et à l'intérieur du pays cherche avant tout à limiter les dégâts. Dans ce combat où aucun parti ne lui fait cadeau, le RDU et le Rfd commencent déjà à lui «siphonner» pas mal de monde. D'une manière ou d'une autre, ce sera lui contre les autres lors des prochaines échéances électorales.

Priorité

Il existe à côté de cette nébuleuse de partis habitués aux joutes électorales, tous les autres qui ne s'inscrivent pas (encore ?) dans la logique électorale. Pour ces derniers, la priorité est ailleurs. C'est le cas des partis nationalistes tels que **l'Alliance pour la justice et la démocratie (Ajd)**, qui subordonne leurs participations, au règlement du passif humanitaire et des déportés. Pour eux, les thèmes sur la cohabitation ne sont pas encore à l'ordre du jour tant que des concertations autour de ces questions ne sont pas débattues. Commencer par les élections c'est mettre «la charrie avant les boeufs». Cette même position est défendue par le **Parti pour la liberté, l'égalité et la justice (Plej)**. Manifestement, leurs efforts portent d'abord sur la sensibilisation de leurs militants autour de ces questions.

Il reste aussi d'autres formations qui se préparent mais sans avoir pris une position claire. Pour elles l'avenir immédiat se pose en termes d'alliance.

En sortant le pays de l'impassé dans lequel il se trouvait, le CMJD a aussi mis les partis politiques au pied du mur, les obligeant à sortir des vieilles habitudes pour s'engager dans la voie de la lutte politique. Chacun selon sa propre stratégie. A visage découvert. En l'absence des adversaires traditionnels, Ould Taya et le PRDS, les limites apparaissent.